



**HAL**  
open science

# Considérations factuelles sur la genèse, le déroulement et les conséquences de la guerre en Ukraine

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Considérations factuelles sur la genèse, le déroulement et les conséquences de la guerre en Ukraine. Paix et sécurité européenne et internationale, A paraître, 21. hal-04708896

**HAL Id: hal-04708896**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04708896v1>

Submitted on 25 Sep 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

# Considérations factuelles sur la genèse, le déroulement et les conséquences de la guerre en Ukraine

Jacques Fontanel

Professeur ILERI Paris

**Résumé :** Le conflit entre la Russie et l'Ukraine peut être daté en 2014, avec la révolution du Maïdan contre le président pro-russe démocratiquement élu. Il a pris de l'ampleur avec l'annexion de la Crimée par Moscou et il s'est installé dans le Donbass, du fait de l'échec programmé des Accords de Minsk. L'opération spéciale conduite par Vladimir Poutine n'est que le résultat de la volonté des Occidentaux à intégrer l'Ukraine à l'OTAN et même à l'Union européenne. Pour les analystes occidentaux, les visées impériales du Kremlin, l'hubris de Vladimir Poutine, le soutien inconditionnel du Patriarcat de Moscou à l'opération spéciale face à la décadence morale et religieuse des valeurs occidentales, la volonté américaine de réduire la Russie, malgré sa puissance militaire nucléaire, à une puissance de seconde zone et la volonté de maintenir l'Ukraine dans une relation historique d'amitié sous le contrôle de Moscou constituent autant de raisons invoquées pour comprendre les fondements de « l'opération spéciale ». Depuis la fin de la Guerre froide, la politique de la Maison Blanche a surtout consisté à empêcher la Russie de reconstituer un bloc militaire et elle a favorisé l'intégration des anciennes démocraties populaires et des États Baltes au sein de l'OTAN. Poutine, dès 2008, va clairement manifester son désaccord avec cette démarche d'intégration qui n'a pour objectif que de s'offrir la Russie comme principal ennemi de l'Europe et de l'Occident. Pour le Kremlin, l'Ukraine constitue une « ceinture sécuritaire » qu'il convient de ne pas dénouer. Dans ce contexte, la guerre devenait inévitable, la Russie se sentant directement menacée par cette Alliance très puissante. Cependant, elle aurait pu être évitée, sans la volonté américaine d'installer toute l'Europe contre la Russie. D'autres mesures diplomatiques auraient pu être engagées, pour préserver la paix en Europe.

**Mots-clés :** Russie, OTAN, Union européenne, guerre, Accords de Minsk, révolutions de couleur, causes de « l'opération spéciale »

**Abstract:** The conflict between Russia and Ukraine can be dated back to 2014, with the Maidan revolution against the democratically elected pro-Russian President. It escalated with Moscow's annexation of Crimea, and has taken root in the Donbass, due to the programmed failure of the Minsk Agreements. The special operation led by Vladimir Putin is simply the result of the West's desire to integrate Ukraine into NATO and even the European Union. For Western analysts, the Kremlin's imperial aims, Vladimir Putin's hubris, the unconditional support of the Moscow Patriarchate for the special operation in the face of the moral and religious degeneration of Western values, the American desire to reduce Russia, despite its nuclear military might, to a second-rate power and the desire to maintain Ukraine in a historic relationship of friendship under Moscow's control. Since the end of the Cold War, White House policy has focused on preventing Russia from reconstituting a military bloc, and has

avored the integration of the former People's Democracies and the Baltic States into NATO. As early as 2008, Putin made clear his disagreement with this integration process, whose sole aim was to make Russia his main enemy. For the Kremlin, Ukraine is a "security belt" that must not be unbuckled. Against this backdrop, war became inevitable, as Russia. For the Kremlin, Ukraine is a "security belt" that must not be unbuckled. In this context, war became inevitable, as Russia felt directly threatened by this powerful Alliance. However, it could have been avoided, had it not been for the American desire to pit the whole of Europe against Russia. Other diplomatic measures could have been taken to preserve peace in Europe.

**Keywords:** Russia, NATO, European Union, war, Minsk Agreements, color revolutions, causes of the "special operation"

Le conflit entre les gouvernements de l'Ukraine et de la Russie n'a pas commencé le 24 février 2022. L'idée d'un conflit de grande ampleur entre les deux États a vu sa source dans la « révolution du Maïdan » en 2014, un putsch soutenu par des ingérences étrangères, notamment américaines, contre le président Ianoukovitch démocratiquement élu. Dans le même temps, le Donbass n'était plus une région apaisée par l'indépendance de l'Ukraine. Une crise identitaire s'est vite déclarée, notamment du fait de la remise en cause en Ukraine de la langue russe comme langue officielle (au même titre que l'ukrainien) et d'une politique cherchant à éliminer les souvenirs d'une histoire soviétique commune présentée comme une forme de domination impérialiste à éradiquer. Il a pris de l'ampleur avec l'annexion de la Crimée ukrainienne par Moscou, par l'échec des deux Accords de Minsk inopérants et par les actions militaires dans les territoires occupés du Donbass. Les efforts diplomatiques pour trouver une solution à cette liste de crises entre les deux pays n'ont pas été efficaces, sans doute par manque de conviction des Parties en présence sur les solutions de paix acceptables pour elles, à court ou à plus long terme. Ces négociations infructueuses ont conduit à cette « opération spéciale », lancée par la Russie, une invasion militaire de grande ampleur de l'Ukraine dont, au départ, personne ne savait si elle n'irait pas, en quelques jours, jusqu'à Kiev. Pour la plupart des analystes occidentaux, la responsabilité de cette guerre incombe évidemment au Kremlin, sur la base de cinq arguments principaux, à savoir le déclenchement soudain de la guerre, les visées impériales historiques de Moscou, l'hubris de Vladimir Poutine, la position civilisationnelle et religieuse belliciste du Patriarcat de Moscou ou la volonté du gouvernement de la Russie de montrer au monde que celle-ci reste une grande puissance mondiale<sup>1</sup>.

Pour Jean Geronimo<sup>2</sup>, cette guerre n'est que le résultat principal d'une stratégie internationale menée par les Occidentaux contre la Russie depuis la fin de l'URSS le 25 décembre 1991. Pendant la période de la double transition (passage à l'économie de marché et profonde reconversion des industries d'armement) Washington s'est employé à éradiquer tout retour éventuel de Moscou vers l'économie planifiée du communisme. Il s'agissait et il s'agit toujours d'affaiblir militairement, économiquement et politiquement la Russie afin de ne lui accorder qu'un statut de puissance mondiale de seconde zone, malgré l'importance de son arsenal nucléaire, au moins équivalent à celui des USA. Une stratégie d'endiguement (*containment*)

---

<sup>1</sup> Fontanel, J. (2024), « L'insoutenable "légèreté" de l'être contemporain face au syndrome d'hubris des hommes et des cercles de pouvoir ». Association : Economistes contre la Course aux Armements. hal-04510884.

<sup>2</sup> Geronimo, J. (2024), *Poutine, au cœur du piège ukrainien*, Sigest, Alfortville.

de son influence sur les pays voisins anciennement membres de l'URSS a été conduite, en vue de saper les liens d'une histoire commune transformée en zone potentielle d'influence pro-russe. Dans ce contexte, une guerre de l'information a d'abord été engagée pour présenter la Russie comme un pays « agresseur » dans une perspective impériale de reconstitution progressive de l'Union soviétique, sous le contrôle exclusif de Moscou et de son président Vladimir Poutine. Or, la guerre ne peut pas être aujourd'hui la décision d'un seul homme, elle est le résultat d'escalades de micro-conflits qui conduisent à rendre inutiles les négociations collectives, lorsqu'il n'en résulte aucune avancée, alors que la situation de conflit perdure, notamment dans le champ des actions militaires.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la crise économique de la Russie a favorisé un processus de désarmement national favorable à la reconversion d'une partie importante du complexe militaro-industriel<sup>3</sup>, mais surtout à l'essor de friches industrielles du fait de l'incompatibilité économique de la transformation des infrastructures militaires à des fins civiles soumises à la concurrence d'une économie de marché. La Russie très affaiblie par sa double transition (économique et militaire) n'a pas alors été vraiment soutenue par les États-Unis, ou alors comme « la corde soutient le pendu ». Washington est ainsi intervenu pour favoriser l'élection présidentielle de Eltsine (alors malade et alcoolique) contre le candidat communiste et, à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, il a soutenu les fameux oligarques qui allaient piller les richesses collectives de la Russie à leur seul profit. De fait, la pensée néolibérale, politiquement démocratique, mais aussi fortement inégalitaire économiquement, s'est infusée en Russie, auprès à la fois des élites au pouvoir, mais aussi dans les milieux mafieux de l'ancienne URSS.

La fameuse « thérapie de choc » que les experts anglo-saxons ont proposé au gouvernement de Yegor Gaidar consistait à la fois à encadrer la politique de la Russie en soutenant l'émergence de nouveaux intérêts privés devenus pleinement favorables à l'économie de marché et au capitalisme, et à rendre impossible un retour vers l'économie planifiée du communisme soviétique. Dans ces conditions, la défense de la « liberté démocratique et économique » a consisté à encourager la privatisation « à marche forcée » du secteur public en vue de favoriser l'essor d'une sphère privée qui n'était accessible, au plan économique, qu'à un nombre très limité de personnes, et au prix d'un coût humain considérable pour les classes moyennes, pauvres et les retraités. Pendant cette période, l'espérance-vie en Russie a fortement diminué, de 69,5 ans en 1988 à 64,5 ans en 1994 et 65 ans en 2003, des chiffres comparables et même inférieurs à ceux de nombreux pays en développement. Dans ce contexte, une démocratie politique formelle a été instituée, fortement inspirée par les conseillers américains, dans une atmosphère historique d'autocratie fortement dominante. Cependant, la Russie conservait son arsenal nucléaire, ce qui en faisait toujours une grande puissance au dam du monde occidental qui n'a pas réussi à convaincre Moscou de dénucléariser ses forces armées lors de la fameuse transition économique initiée par Boris Eltsine et Yegor Gaidar<sup>4</sup>. La fin de la « guerre froide » n'a pas pour autant réduit la méfiance historique des États-Unis et de plusieurs États européens à l'encontre de la Russie et, assez rapidement, les « révolutions de couleur » ont remis en cause la pérennité d'une coexistence pacifique, pourtant rendue nécessaire dans le cadre du processus de la globalisation économique mondialisée. L'opération spéciale engagée par Vladimir Poutine constitue un acte de guerre qui remet en cause tous les principes de l'économie libérale, développant ainsi de nouveaux différends économiques entre les États et restituant une légitimité aux valeurs nationalistes du mercantilisme et à la guerre économique.

---

<sup>3</sup> Fontanel, J., Borissova, I. et Ward, M. (1995), « The principles of arms conversion in the case of Russia », *Defence and Peace Economics* 6(3). Gloagen, C. (2003), « Le complexe militaro-industriel russe », *Le Courrier des pays de l'Est* 1032. Fontanel, J. et Gaidar, I. (1998), *L'avenir de l'économie russe, en question*, Presses Universitaires de Grenoble.

<sup>4</sup> Fontanel, J. et Gaidar, I. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble.

## I. De la « guerre froide » à la méfiance historique, nucléaire oblige

Les conflits de la guerre froide d'un demi-siècle, analysés comme la conséquence de systèmes économiques antagonistes, ne se sont pas éteints avec l'effondrement de l'URSS. Il s'agissait alors d'empêcher que la Russie ne déploie ses influences contraires au leadership américain, compte tenu de sa puissance nucléaire qui la rendait toujours aussi puissante et dangereuse. Dans le langage codé des diplomates, il s'agissait d'engager une politique de *containment* (endiguement) à l'encontre de Moscou, de l'isoler politiquement, de l'empêcher d'offrir sa « protection » ou d'intervenir politiquement dans les pays voisins, ce qui aurait été perçu comme le témoignage d'une puissance mondiale réincarnée au sein de la communauté internationale.

Depuis la fin de la guerre froide, cette stratégie a toujours été maintenue. Il faut rappeler que l'OTAN a été mise en place pour combattre la menace soviétique. Depuis 1991, cette organisation subsiste malgré l'effondrement de l'URSS. L'intégration de plusieurs anciennes démocraties populaires dans l'Union européenne, puis comme membre de l'OTAN, a changé la donne politico-militaire. Aujourd'hui, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord n'a, *in fine*, d'intérêt stratégique que dans une opposition directe face à la seule Russie (et son indéfectible allié biélorusse) encore militairement puissante grâce à son arsenal d'armes nucléaires, malgré son processus décennal de désarmement des forces conventionnelles<sup>5</sup>. L'éclatement de l'URSS a mis en évidence l'existence de nombreuses situations complexes, issues de l'histoire humaine des territoires soviétiques, de mobilités internes devenues des situations de post-immigration. Jean Geronimo met en avant l'importance du cas de l'Ukraine, en rappelant la philosophie politique et stratégique de Zbigniew Brzezinski, qui estimait, dès 1997, que Kiev devait se déterminer à rejoindre l'OTAN et l'Union européenne, avant que la Russie ne s'engage à en faire un État subordonné à ses ambitions d'expansion philosophique, religieuse ou militaire<sup>6</sup>. « L'Ukraine constitue l'enjeu essentiel. Le processus d'expansion de l'UE et de l'OTAN est en cours. À terme, l'Ukraine devra déterminer si elle souhaite rejoindre l'une ou l'autre organisation »<sup>7</sup>. Malgré les questions relatives à la Tchétchénie, à l'Ossétie du Sud et à l'Abkhazie (deux territoires de Géorgie dont la seule Russie reconnaît l'indépendance), la « menace » russe à l'encontre des territoires européens était perçue moins fortement par les citoyens européens, notamment occidentaux, à l'exception des pays baltes (anciennement membre de l'URSS) et, à un degré moindre, par les anciennes démocraties populaires limitrophes avec la Russie.

En 2008, à la conférence de Munich, face à une coalition occidentale élargie jusqu'aux frontières de la Russie, Vladimir Poutine va clairement manifester son désaccord à l'encontre de la politique d'intégration de nouveaux membres européens de l'OTAN. Il considère alors, non sans raison vu de Kremlin, que de telles adhésions témoignent d'un manque de confiance et d'amitié de ces pays à l'encontre de Moscou, ce qui constitue un facteur d'insécurité croissant pour la Russie, et plus largement pour l'Europe. Dès 2008, il souligne avec force que l'intégration de l'Ukraine dans ce processus d'adhésion à l'OTAN constituerait un acte majeur de conflit. Cependant, la marche inexorable de l'élargissement de l'OTAN n'a pas été interrompue, pas seulement du fait de la volonté américaine, mais aussi du fait de gouvernements européens en demande de sécurité nationale accrue face à une Russie dont l'ombre tutélaire n'a jamais été ou n'est plus souhaitée. Washington connaît la puissance de feu nucléaire de la

<sup>5</sup> Fontanel, J., Borissova, I. et Ward, M. (1995), « The principles of arms conversion in the case of Russia », art. cit. Gloagen, C. (2003), « Le complexe militaro-industriel russe », art. cit.

<sup>6</sup> Brzezinski, Z. (1997), *Le grand échiquier*, Pluriel. Brzezinski, Z. (2023), *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Poche.

<sup>7</sup> Brzezinski, Z. (1997), *Le grand échiquier*, op. cit., p. 160.

Russie avec laquelle plusieurs accords ont été signés en vue de limiter la course aux armements. Dans ce domaine précis des forces, les États-Unis ne disposent pas d'une supériorité affirmée par rapport à la Russie, ce qui constitue une limite jugée excessive par Washington à l'exercice d'un leadership mondial, contesté cependant par la Chine et les BRICS. L'armement nucléaire, que Robert Oppenheimer considérait comme l'instrument décisif de la fin des guerres, est potentiellement si destructeur que son utilisation pose la question de la survie de l'humanité. Dans ce cas, Moscou reste une menace incontrôlable pour la puissance américaine, ce qui incite Washington à réduire le potentiel d'action de la Russie.

Les accords de contrôle des forces nucléaires entre les deux grandes puissances nucléaires auraient pu alerter le monde entier des dangers de l'élargissement d'une OTAN dorénavant organisée contre la seule menace potentielle de la Russie<sup>8</sup>. Depuis 1990, l'OTAN a intégré 14 pays de l'ancien bloc soviétique et de feu le Pacte de Varsovie, conduisant à une forme d'encerclement incomplet de la Russie, vue alors comme la seule menace en Europe. La communauté internationale, notamment européenne et américaine, a toujours rappelé que l'Ukraine est un pays indépendant, qui peut donc choisir ses propres règles et moyens de protection nationale, notamment en intégrant une alliance sécuritaire multinationale avec les pays occidentaux. En outre, face à un système russe de démocratie officielle cachant une réalité autocratique et oligarchique, les droits de l'homme et le respect des citoyens doivent être valorisés et étendus territorialement, comme autant de facteurs de paix dans une économie de marché supposée elle-même pacifique. Pourtant, l'idée selon laquelle l'essor de l'économie de marché conduit à la fois à la démocratie et à la paix est un postulat que l'histoire des hommes ne confirme pas<sup>9</sup>. Parfois, les injonctions et les slogans s'imposent aux hommes comme autant de vérités, dont la confirmation historique ou scientifique manque à l'appel.

## II. Les révolutions de « couleur » et la remise en cause de la nouvelle coexistence pacifique

L'avertissement munichois de Vladimir Poutine a été froidement négligé sur l'autel de l'indépendance stratégique d'une Ukraine aussi corrompue que l'était une Russie au statut international très affaibli depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Les désaccords entre l'Occident et la Russie se sont clairement exprimés avec les « révolutions de couleur », soutenues et relayées par les associations occidentales de défense des Droits de l'Homme, à l'exemple des révolutions orange (Ukraine), rose (Géorgie) ou tulipe (Kirghizstan), soutenues par la NSA (National Security Agency) américaine, la NED (National Endowment for Democracy, fondation créée en 1983 par Reagan pour lutter contre le communisme de l'URSS) ou l'USAID (qui promeut la démocratie dans le monde, sous la houlette effective, sinon reconnue, du gouvernement américain).

Pour le Kremlin, l'Ukraine constitue une « ceinture sécuritaire » qu'il convient de ne pas dénouer. Elle est considérée par le peuple russe comme la « petite sœur » de la Russie, avec une histoire commune. Cependant, les Ukrainiens ne veulent plus être la « petite sœur » de la Russie qui la considère toujours comme une adolescente, incapable de se gérer seule et destinée sans cesse à être sous la tutelle. Les premiers signes du refus de la tutelle exercée par la Russie sur l'Ukraine commence en novembre 2013 avec le mouvement de

---

<sup>8</sup> La Chine, et plus généralement l'Asie, ne rentre pas dans le domaine de compétence de l'OTAN, sauf si l'Europe est directement concernée par des menaces en provenance de ces territoires.

<sup>9</sup> Brunat, E. et Fontanel, J. (2021), « La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire », *Marché et Organisations* 59-77.

l'Euromaïdan, qui fait suite au renoncement à l'accord d'association et de libre-échange avec l'Union européenne en faveur d'un accord similaire jugé plus avantageux par le pouvoir en place avec la Russie (17 décembre 2013). Sans doute soutenu par la NSA (National Security Agency)<sup>10</sup>, un mouvement populaire, accusant la présidence de corruption, a conduit, le 22 février 2014, à la destitution du président Viktor Ianoukovitch, malgré un accord signé la veille entre le pouvoir et les manifestants. Dans le même mouvement, l'Ukraine abandonne la Communauté des États Indépendants (CEI) qui avait comme principale fonction de préserver la zone d'influence de la Russie. Moins d'un mois plus tard, le conflit en Crimée fomentée par Moscou se conclut d'abord par la déclaration d'indépendance de la Crimée, suivie deux jours plus tard (18 mars 2014) de son annexion par la Russie<sup>11</sup>.

Pour Jean Geronimo<sup>12</sup>, Ianoukovitch pensait que l'Accord de libre-échange avec l'Europe était prématuré dans un pays encore fortement influencé par la culture soviétique face à un capitalisme violent aux effets internes incontrôlables. Cependant, la Russie cherchait à la même période à rassembler les républiques post-soviétiques dans un marché intégré. Or, les manifestants y ont vu le retour à l'impérialisme russe. Le mouvement supposé pro-européen était d'abord foncièrement anti-russe, une part importante de celui-ci étant mené par une extrême droite empreinte d'une nostalgie de l'échec des combats menés avec l'Allemagne nazie pour se libérer du joug de la Russie soviétique à la fin de la deuxième guerre mondiale<sup>13</sup>. Ces combats ont exacerbé la violence des rapports entre les pro-russes et les pro-européens, conduisant à des conflits armés de plus en plus quotidiens dans le Donbass. La question est aujourd'hui de savoir si cette stratégie n'avait pas été conçue directement par Washington, en vue d'obliger Moscou à réagir pour conserver son influence sur les pays autrefois membres de la même Union Soviétique.

En Avril 2014, les Républiques de Donetsk puis de Lougansk sont auto-proclamées, conduisant quasi immédiatement à une offensive militaire ukrainienne dans le Donbass. Fin mai 2014, Petro Porochenko est élu président et signe un accord d'association et de libre-échange avec l'Union européenne. Compte-tenu des conflits militaires, les accords de Minsk I (septembre 2014) et de Minsk II avaient pour objectifs de trouver une solution diplomatique au conflit. Les Accords de Minsk (signés entre l'Ukraine et les séparatistes pro-russes, sous médiation de l'Allemagne et de la France) en vue d'installer la paix en Ukraine sont apparus comme un jeu de dupes. Ils prévoyaient notamment un cessez-le feu (sous contrôle de l'OSCE) entre les deux acteurs, le retrait des armes lourdes aux abords de la ligne de contact ainsi que celui des armées ou groupes illégaux étrangers. Il était aussi prévu de rendre à l'Ukraine le contrôle de ses frontières après des élections engagées dans le Donbass. Ils instituaient l'adoption par l'Ukraine d'un statut territorial spécial pour le Donbass, de nouvelles élections et l'octroi d'une amnistie pour tous les combattants, ainsi qu'une décentralisation du pouvoir du Donbass par un amendement à la Constitution ukrainienne. Enfin, il était proposé le rétablissement des liens économiques entre les deux pays, des échanges d'otages et de prisonniers, ainsi que la distribution d'une aide humanitaire. En mars 2019, Volodymir Zelensky est élu président de la République d'Ukraine, il annonce en 2020 que l'Ukraine veut

<sup>10</sup> Delesse, C. (2016), *NSA, National Security Agency*, Paris, Taillandier.

<sup>11</sup> Fontanel, J. (2014), « La stratégie de la Russie en Ukraine et les leçons de Sun Tzu », *Fondements de la géoéconomie*, Grenoble École de Management, hal-02897519. Brunat, É. et Fontanel J. (2014), « La Russie et sa sécurité : la renaissance d'une grande puissance ? », *6<sup>e</sup> Festival de géopolitique : Eurasie l'avenir de l'Europe ?*, Grenoble, hal-01939438.

<sup>12</sup> Geronimo, J. (2024), *Poutine, au cœur du piège ukrainien*, Sigest, Alfortville.

<sup>13</sup> Geronimo, J., *op. cit.*, p. 40. Notons que les mêmes groupes plutôt néo-nazis ont été les principaux acteurs (snippers) du massacre d'Odessa en mai 2014 dans les affrontements entre les pro-russes et les pro-européens.

reprendre le Donbass par la force et il signe secrètement en novembre 2021 une Charte de Partenariat stratégique avec les États-Unis.

Après le putsch de Maïdan, partiellement instrumentalisé par les États-Unis, Moscou en a profité pour reprendre la Crimée (pays des Tatars envoyés en Sibérie, d'abord au profit de la Fédération de Russie, puis inclus dans la Fédération de l'Ukraine par décision de l'Ukrainien Khrouchtchev) et à engager un conflit larvé contre une Ukraine aliénée. Les révoltes populaires au Donbass ont permis à la Russie de soutenir les minorités russophones et de maintenir une pression militaire suffisante pour développer ses propres positions. Le retour du Donbass vers la Russie était déjà envisagé par le Kremlin, soutenu par une large minorité de citoyens russophiles ou des habitants russes. Si les forces nucléaires (avec le principe du « *no first use* » présentées d'abord comme des armes défensives) constituent la grande force de rétorsion du Kremlin, malgré le retour vers une production d'armement conventionnel accrue depuis une décennie, les moyens militaires de la Russie apparaissent moins puissants que ceux de son prédécesseur soviétique depuis le processus de désarmement engagé à la fin du xx<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>.

Dans ce contexte, Vladimir Poutine a indiqué clairement sa opposition ferme à la signature de l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne, en vue d'une adhésion rapide à l'OTAN, car elle conduisait à isoler et à menacer militairement la Russie, sous le contrôle des pays occidentaux, et notamment de Washington. Le rattachement de la Crimée dans l'espace d'influence indirecte de l'OTAN constituait, pour Moscou, une fragilité sécuritaire insupportable, car Sébastopol, son port militaire des mers chaudes, allait être à terme encerclé, voire récupéré, par une organisation militaire multinationale, dominée par les États-Unis, pays qui, historiquement, menace directement la propre sécurité nationale de la Russie<sup>15</sup>.

Pour Jean Geronimo<sup>16</sup>, les États-Unis avaient trois raisons pour amplifier la menace russe, d'abord renforcer ses pouvoirs dans l'OTAN, justifier l'importance de ses dépenses militaires, mais aussi prendre la place de Moscou dans le commerce du gaz. Cette dernière affirmation reprend de fait le discours de Donald Trump qui considérait que ce commerce était une manière pour la Russie de disposer d'un pouvoir politico-économique trop important sur l'Allemagne notamment. Or, la Russie est redevenue un pays voyou (« *rogue state* »), qu'il faut punir pour son annexion de la Crimée.

### III. L'opération spéciale et ses premières conséquences

Face à l'échec des Accords de Minsk et à la volonté de l'Ukraine de rejoindre le giron occidental avec une demande d'appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, Moscou organise d'importantes manœuvres militaires en 2021, près de l'Ukraine, en vue de la dissuader de rejoindre l'OTAN, étant entendu que la question de la Crimée n'est plus négociable pour Vladimir Poutine. La guerre était annoncée, à partir du moment où tous les projets d'accords envoyés aux Occidentaux par la Russie n'ont pas été pris en considération. Le 21 février 2022, Moscou reconnaît les deux républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk et, deux jours

---

<sup>14</sup> Brunat, E. et Fontanel, J. (2014), « La Russie et sa sécurité : la renaissance d'une grande puissance », art. cit. Brunat, E. et Fontanel, J. (2018), « La Russie de retour comme puissance militaire », *Annuaire Français des Relations Internationales* 19.

<sup>15</sup> Brunat, E. et Fontanel, J. (2015), « La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie », in *Union européenne- Russie : une relation particulière*, sous la direction de Brunat, É., Soutou, G.-H. et Turpin, F., Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.

<sup>16</sup> Geronimo, J. (2024), *op. cit.*, p. 64.

plus tard, le Kremlin s'engage dans « l'opération spéciale » d'invasion de l'Ukraine qui a pu être arrêtée avant la prise de Kiev.

Avec l'aval du Conseil de Sécurité de la Fédération de la Russie, j'ai décidé de mener une opération militaire spéciale. Son objectif est de protéger les personnes victimes d'intimidation et de génocide par le régime de Kiev depuis huit ans. Et pour cela, nous lutterons pour la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine. (Poutine, Discours à la Nation, Moscou, 24 février 2022)

Dans ce contexte, Vladimir Poutine porte une responsabilité évidente dans l'origine de cette guerre, mais il n'est sans doute pas le seul responsable d'une guerre qui s'étend aujourd'hui à plusieurs « parties prenantes » opposées. L'attaque massive constitue sans doute une réaction exaspérée de Poutine face au mur de silence qui s'est installé concernant ses demandes de négociation, que le camp occidental fait semblant d'entendre tout en poursuivant sans relâche les tractations et opérations condamnées par Moscou. Face à ce mépris, lequel est aussi appliqué dans les Accords de Minsk, l'hubris de Vladimir Poutine l'a conduit à exercer une vengeance personnelle à l'encontre de Volodymyr Zelensky, accusé de faire échouer les Accords de Minsk et de ne pas respecter les promesses en jouant un double jeu défavorable à la Russie. Mais bien d'autres arguments peuvent être avancés, car les provocations des uns et l'exaspération des autres conduisent souvent aux guerres, alors qu'une écoute mutuelle plus sereine aurait pu éviter cette « opération spéciale ». Les accords de Minsk n'étaient sans doute pas suffisamment « valorisés » pour trouver des solutions de court ou moyen terme, mais les négociateurs n'ont pas toujours cru eux-mêmes à leur mission, attendant une décantation politico-militaire pourtant directement peu probable<sup>17</sup>.

Évidemment la guerre est hautement condamnable<sup>18</sup>, mais elle dépend aussi des raisons pour lesquelles le recours à cette solution ultime a été adopté. Le nationalisme identitaire et la stratégie anti-russe de Washington ne sont pas indemnes de toute responsabilité. Au regard de la volonté de la Russie de rester une grande puissance, le soutien militaire des États-Unis à l'Ukraine, maintes fois proposé jusqu'à l'appartenance à l'OTAN, constituait un acte de belligérance inacceptable par Moscou<sup>19</sup>, en souvenir des liens forts, désirés ou subis, entre les deux peuples. L'OTAN souhaitait réduire la « menace » russe en invitant l'Ukraine à la rejoindre, pour n'avoir en face d'elle que Moscou et Minsk comme adversaires militaires, politiques et diplomatiques dans la région. Dans ce contexte, pour Moscou, l'affrontement répond à une double justification :

- d'abord, celle de la trahison historique de Kiev qui réclame le soutien d'un pays historiquement opposé à Moscou, alors que les chaînes de parenté entre l'Ukraine et la Russie ont été proches de l'osmose ;
- ensuite, celle de la stratégie de l'OTAN qui cherche à nuire aux intérêts de la Russie en ne lui reconnaissant plus, de fait, un statut de grande puissance, pour la réduire à un État certes dangereux avec ses armes nucléaires, mais isolé et en perte d'influence dans la région.

Pour les Occidentaux, la question de la « nazification » de l'Ukraine semblait être un élément de langage répulsif inapproprié destiné aux citoyens russes. La Russie et l'Ukraine ont payé un lourd tribut à la seconde guerre mondiale. Il reste une angoisse profonde du

---

<sup>17</sup> Sur cette question, lire Guilhaudis, J.F. (2021), « Conflits et Sécurité internationale 2021 », *Paix Et Sécurité Européenne et Internationale*. Guilhaudis, J.F. (2023), « Conflits et Sécurité Internationale, 2023 », *Paix et Sécurité Internationale*, notamment page 72, note 147.

<sup>18</sup> Sapir, J. (2022), « Pour sortir de la guerre, il faut une Ukraine indépendante et neutre », *Marianne*, 28 février 2022.

<sup>19</sup> Chotiner, I. (2022), « Why John Mearsheimer blames the U.S. for the crisis in Ukraine », *The New Yorker*, 13 mars.

peuple russe, trahi alors par une résistance ukrainienne au communisme moscovite et favorable à l'Allemagne nazie perçue comme libératrice. L'usage des mots permet ainsi la résurgence des peurs comme une justification profonde et incontournable de « l'action spéciale ». Pour Jean Geronimo<sup>20</sup>, si les Occidentaux ont fait semblant de négocier lors des Accords de Minsk, ils ont aussi négligé de prendre en compte les offensives de l'Ukraine dans le Donbass qui ont provoqué plus d'une dizaine de milliers de victimes pendant cette période. Sur la question des responsabilités, les Occidentaux argumentent que, du point de vue du droit international, le Donbass est un territoire ukrainien et qu'il ne faut donc pas inverser les responsabilités. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être respecté.

À la demande directe de Vladimir Poutine auprès de la Maison Blanche de ne plus proposer à l'Ukraine une adhésion à l'OTAN, Washington, sur cette base, a répondu froidement qu'un État indépendant doit choisir les options stratégiques qui sont dans son intérêt. Washington, sans aucune considération pour la demande russe, ouvre directement la porte aux négociations préalables. Dans ces conditions, Vladimir Poutine a considéré que les Accords de Minsk étaient définitivement dans une impasse. La guerre devenait inévitable, le « piège » américain aurait ainsi fonctionné, comme l'indique Jean Geronimo. Les Occidentaux viennent au secours d'un État corrompu, que quelques oligarques dirigent en fonction de leurs propres intérêts. Zelensky<sup>21</sup> n'était pas un homme intègre et passionné de démocratie, même si, à l'occasion de la résistance à l'encontre de l'envahisseur russe, il a su se révéler être un homme d'État déterminé.

Dans le contexte d'une Ukraine nouvelle, ouverte au libéralisme (mais surtout à une corruption comparable à celle de la Russie des oligarques), les liens historiques entre les deux Nations se sont dénoués, notamment en engageant une forme de xénophobie à l'encontre de la civilisation russe. Chaque peuple raconte sa propre histoire. La réhabilitation (non officielle) des résistants ukrainiens à l'encontre de l'URSS à l'époque de la seconde guerre mondiale, au prix d'une collaboration avec l'Allemagne nazie, a donné l'occasion à Vladimir Poutine de rappeler le double jeu des Ukrainiens déjà impliqués dans des accords insensés avec le pouvoir hitlérien lors de la seconde guerre mondiale, rappelant ainsi aux citoyens russes à la fois la turpitude des forces ukrainiennes dominantes et le refus d'éléments civilisationnels occidentaux déliquescents et décadents. Enfin, le discours pro-OTAN devient insupportable au maître du Kremlin lequel, dans la foulée, a reconnu l'indépendance des deux républiques séparatistes de Lougansk et de Donetsk. Au fond, l'annexion de l'Ukraine de l'Est signe d'abord son retour dans la « mère patrie ». Pour Vladimir Poutine, la sécurité de son pays implique la neutralité et la démilitarisation de l'Ukraine, pour faire face à une OTAN dont la Russie reste le dernier ennemi potentiel à contenir, puis éventuellement à assujettir. Cependant, quels que soient les résultats militaires et politiques de cette opération, les territoires concernés sont dévastés et humainement profondément choqués par la violence des combats. Quel sera alors l'avenir de cette région, quel que soit son statut international reconnu ou non ?

Pour le gouvernement ukrainien, il semblait « *a priori* » difficile de résister à l'armée rouge, mais une attaque de la Russie, internationalement condamnée, pouvait alors conduire au soutien militaire rapide et inconditionnel des pays occidentaux et accélérer l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'Union européenne. Le gouvernement ukrainien de l'après-Maidan a souvent développé une politique non conforme à ce que désirait son voisin russe, comme pour se donner une véritable indépendance, celle que lui reconnaît le droit international. Cependant, nombreux sont les habitants ukrainiens qui restent encore attachés aux liens

---

<sup>20</sup> Geronimo, J. (2024), *op. cit.*, p. 51.

<sup>21</sup> Il a été soutenu par l'oligarque Igor Kolomoïsky, au passé et au présent sulfureux, et son entourage est impliqué dans les fameux Pandora Papers vers les Paradis fiscaux.

étroits avec Moscou. Rappelons que les deux pays n'acceptent toujours pas le principe de la double nationalité. Le 29 mars 2022, le compromis d'Istanbul entre la Russie et l'Ukraine n'a pas été accepté par les pays occidentaux. Il proposait la neutralité de l'Ukraine et donc l'abandon de son objectif de rejoindre l'OTAN et même l'Union européenne, en échange d'un arrêt de la pression militaire sur Kiev et de la mise en place d'un référendum dans les territoires du Donbass, après un retour à la paix. Le gouvernement ukrainien a hésité à accepter un compromis dans une période de faiblesse stratégique, eu égard aux rapports de force entre les deux armées, mais le soutien de l'Occident lui a donné la force de la résistance à tout prix. Dans ce cas, l'horizon temps de la guerre est fixé dorénavant à la libération de tous les territoires occupés.

L'Europe a suivi son allié américain, pour entrer dans un conflit qui n'était plus tellement le sien, quoi qu'en disent une grande majorité d'analystes occidentaux. Depuis plus d'un siècle, l'Ukraine a toujours paru intimement liée à la Russie ; il faut rappeler par exemple que l'URSS avait trois voix à l'Assemblée générale des Nations Unies, au nom de la Biélorussie (toujours aussi proche du Kremlin) et de l'Ukraine, en plus de celle de la Russie et de l'URSS. Cette exception au statut de membre de l'ONU vient contredire Vladimir Poutine quand celui-ci conteste historiquement l'indépendance d'un État ukrainien. L'Europe s'est alors engagée dans une guerre économique « à portée (quand même) limitée ». Elle en a subi immédiatement des conséquences économiques considérables à la fois pour ses importations de gaz et pour ses exportations et implantations d'entreprises multinationales, en un temps où les politiques publiques étaient toujours engagées dans la lutte contre la pandémie du Covid-19<sup>22</sup>. Au contraire, Washington a pu tirer une nouvelle fois son épingle du jeu, grâce au développement de son complexe militaro-industriel, à la substitution partielle de la fourniture à l'Europe du gaz russe, à l'affirmation de son leadership occidental auparavant sérieusement entamé par ses échecs en Syrie, en Irak ou en Afghanistan. Cette politique remet l'Europe en situation de tutelle militaire sous le contrôle des États-Unis. La peur de la Russie « envahissante », soutenue par tous les médias dominés par les forces de l'argent, mais aussi renforcée par « l'opération spéciale » engagée par le Kremlin pris au piège par la volonté de Washington de renvoyer la Russie dans le rang des puissances moyennes, vient bouleverser de nouveau les équilibres sécuritaires européens.

L'existence de la force nucléaire russe inquiète tous ses opposants, même si, dans sa doctrine officielle soviétique, puis russe (« *no first use* »), elle ne peut être utilisée qu'en cas d'agressions, même celles qui n'utilisent que les armes conventionnelles, si l'existence de la Fédération de Russie est menacée. Cependant, la notion d'une menace pour tout État est une conception subjective. Ainsi, Vladimir Poutine considère que l'usage par l'Ukraine d'armes occidentales sur son territoire national pourrait être perçu comme une entrée en guerre de l'OTAN contre la Russie. Joe Biden a maintenu en 2022 le principe traditionnel de Washington concernant la non application de la règle du « *no first use* » à la stratégie américaine, afin de réaffirmer clairement l'existence d'un leadership militaro-politique indiscutable, mais pourtant aujourd'hui partiellement menacé. Or, la détermination de la nature et de la force de l'agression n'est pas clairement établie. En 2024, la Russie dispose de 5 580 têtes nucléaires, à comparer avec les 5 044 des USA, les 500 de la Chine, les 290 de la France, les 225 de l'Inde, les 220 du Pakistan, les 90 d'Israël et probablement les 50 de la Corée du Nord.

Pendant les années de transition économique, l'économie de la Russie, issue de l'Union soviétique, a fait l'objet d'un vol collectif de kleptomanes devenus ces fameux oligarques russes qui, pour beaucoup d'entre eux, ont hanté Londongrad, Tel-Aviv ou l'île de Chypre.

---

<sup>22</sup> Brunat, J. et Fontanel, J. (2023), *When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation*. International. Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact, January, Binghamton, New York, United States, hal-03999929.

Vladimir Poutine est devenu le « parrain » puissant et craint de ces « nouveaux très riches », non seulement pour tous ceux qui ont maintenu leurs actifs sur le territoire national, mais aussi pour ceux, installés à l'étranger, qui se savent dépendants d'une plainte contre leurs agissements anciens de la part des autorités publiques russes ou de menaces directes ou indirectes pouvant conduire à des séries de « suicides », ou à des agressions non élucidées. Le caractère économique et financier comme priorité d'action de ce cercle de pouvoir a progressivement été accompagné par des engagements dans des conflits avec la Tchétchénie, la Géorgie (Ossétie du Sud, Abkhazie) puis l'Ukraine qui a conduit à l'annexion de la Crimée, avec une volonté affirmée d'une puissance militaire renouvelée<sup>23</sup>. Celle-ci n'est cependant pas considérée comme une condition suffisante pour réinscrire la civilisation russe dans l'Histoire du monde, mais elle n'en était pas moins nécessaire, de plus en plus nécessaire, notamment avec le recours à l'arme nucléaire, laquelle produit soit un effet de dissuasion, soit un effet de terreur mondiale en cas de menace directe d'utilisation dans une stratégie offensive.

#### IV. L'échec sécuritaire de la doctrine libérale de la globalisation économique en question

La pensée néo-libérale de la globalisation a réduit la Russie à un simple producteur et exportateur de ressources énergétiques et de matières premières. Les idées de Fukuyama<sup>24</sup> selon lesquelles l'ouverture démocratique et commerciale d'un monde libéral conduisait à la paix internationale donnaient alors à Washington un rôle dominant dans les stratégies à engager. Dans ce contexte, la voix de Moscou devenait inaudible dans cette course vers l'opulence et la paix mondiales. Certes, moins d'une décennie plus tard, les guerres étaient toujours présentes et les États-Unis (Irak, Afghanistan, notamment) ou la France (Afrique) intervenaient dans leurs domaines d'influence privilégiés. La constitution ukrainienne était jugée beaucoup moins autocratique que celle de la Russie, même si le niveau de corruption dans les deux pays était comparable, avec l'essor des oligarques et de leurs interventions directes, à leur avantage, dans la gestion des affaires de l'État. Les idées de guerre en Europe étaient alors éloignées des positions stratégiques des gouvernants européens. Le président Macron avait même indiqué que l'OTAN était « en mort cérébrale », sans doute influencé par l'intérêt fort peu respectueux de Donald Trump, l'ancien président d'alors, à l'égard de cette institution de défense collective que Washington dominait pourtant de tout son poids militaro-nucléaro-politique<sup>25</sup>. La France avait aussi progressivement abandonné son indépendance militaire relative avec le retour sous le giron des USA<sup>26</sup>, témoignant ainsi une dépendance excessive aux armes de dissuasion américaines.

---

<sup>23</sup> Paris, H. (2011), « Les raisons profondes du réarmement russe », *Revue Défense Nationale* 743. Mongrenier, J.-S. (2015), *Le réarmement de la Russie et l'attitude de l'OTAN*, Institut Thomas More. Brunat, E. et Fontanel, J. (2018), « La Russie de retour comme puissance militaire », *Annuaire Français des Relations Internationales*. Fontanel, J. (2024), *L'insoutenable « légèreté » de l'être contemporain face au syndrome d'hubris des hommes et des cercles de pouvoir*. Association Économistes contre la Course aux Armements.

<sup>24</sup> Fukuyama, F. (1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.

<sup>25</sup> Pour le président Trump, la remise en cause de l'intérêt de l'OTAN était principalement une manière de mieux négocier avec ses membres. Pour le candidat Trump, le coût de l'OTAN est trop élevé au regard de son intérêt stratégique pour Washington, d'autant plus que si les États-Unis étaient attaqués, il ne croit pas que les autres membres de l'OTAN viendraient à la rescousse.

<sup>26</sup> Fontanel, J. et Hébert J.P. (1997), « The end of the "French grandeur policy" », *Defence and Peace Economics* 8(1).

La disparition de l'URSS constituait une victoire éclatante des valeurs occidentales. Il s'agissait alors de marginaliser le pouvoir russe et de le remplacer directement dans les sphères territoriales anciennement d'influence soviétique. C'est ainsi que les anciennes démocraties populaires et même des fédérations anciennement soviétiques ont rejoint l'Union européenne, mais aussi l'OTAN. Il en a résulté une forme de monopole stratégique des États-Unis, face à la Chine nouvelle qui se substituait ainsi à l'URSS dans la lutte pour le leadership mondial. Les industries d'armement des États-Unis se sont substituées aux armes soviétiques. Dans l'esprit de Washington, la Russie n'était plus l'interlocuteur principal, elle était tout juste devenue un pays dont il fallait faire un adversaire structurel, un repoussoir politique qui, malgré ses forces nucléaires toujours présentes, ne saurait les utiliser face aux risques d'anéantissement du pays. Entre les deux anciens pays ennemis du milieu jusqu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, les conflits n'ont pas vraiment cessé. Durant ces vingt dernières années, les États-Unis ont utilisé toute la gamme des armes économiques, politiques, stratégiques et diplomatiques pour affaiblir la Russie et son économie<sup>27</sup>. Washington n'a permis à la Russie d'accéder à l'Organisation Mondiale du Commerce qu'en 2012, soit plus d'une décennie après la Chine en 2001<sup>28</sup>.

Dans ces conditions, la Russie a pris une part active dans la mise en place des BRICS, association d'États conçue progressivement comme une force de contestation de la puissance américano-occidentale. Cette perception a bien été intégrée par les pays qui n'appartiennent pas au club doré et argenté de l'OCDE. Dans ce contexte, le gendarme du monde est surveillé et contesté, notamment depuis ses échecs en Irak ou en Afghanistan. L'expérience a montré que la crainte d'une intervention militaire des États-Unis est aujourd'hui réduite pour tous les autres pays du monde. Concernant la guerre en Ukraine, il n'y a pas d'adhésion de l'ensemble des pays du Sud à la thèse occidentale. De nombreux États reconnaissent de fait le droit des citoyens du Donbass de vouloir rester Russes, ils considèrent que le « coup d'État » de Maïdan a probablement été fomenté par l'Occident afin de s'assurer la mainmise sur le pouvoir ukrainien, et ils perçoivent que les pays occidentaux n'ont jamais eu l'intention de négocier concrètement dans le cadre des Accords de Minsk<sup>29</sup>.

Aujourd'hui, une guerre de leadership oppose les grandes puissances et, dans ces conditions, les pensées mercantilistes sont de nouveau remises sur le devant de la scène internationale, ce qui transforme le fonctionnement normal du libre-échange avec l'apparition de comportement de type « *friend-shoring* » afin d'éviter les ruptures potentielles des chaînes d'approvisionnement en cas de conflits interétatiques. La guerre en Ukraine a conduit les pays de l'OTAN à exercer des sanctions économiques à l'encontre de la Russie. Avec le retour des conflits armés en Europe et au Moyen-Orient et le réchauffement climatique, l'insécurité concerne l'ensemble de l'humanité. L'unipolarisation américaine et l'essor des valeurs démocratiques sont aujourd'hui fortement contestés par les BRICS dont l'influence collective est cependant réduite par les divergences politico-économiques internes entre ses membres. Les règles du jeu de la globalisation mondialiste du marché ne conduisent pas à améliorer une sécurité internationale menacée par l'essor des inégalités sociales et la force des dominations économiques et militaires.

---

<sup>27</sup> Fontanel, J. (2019), « Différends, conflits et guerres économiques », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*. Fontanel, J. (2024), « L'échec sécuritaire de la globalisation économique. Les illusions de la fin de l'histoire et de la prospérité généralisée », *Paix et sécurité européenne et internationale* 20, hal-04453846.

<sup>28</sup> Fontanel, J. (2013), « Le paradoxe de la politique commerciale des États-Unis au regard de l'entrée de la Russie dans l'OMC », *Questions internationales*.

<sup>29</sup> Guilhaudis, J.-F. (2023), « Conflits et sécurité internationale, 2023 », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale* 20.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine peut être daté à l'année 2014, avec la révolution du Maïdan contre le président pro-russe démocratiquement élu. Il a pris de l'ampleur avec l'annexion de la Crimée par Moscou et il s'est installé dans le Donbass, du fait de l'échec programmé des Accords de Minsk. L'opération spéciale conduite par Vladimir Poutine n'est que le résultat de la volonté des Occidentaux à intégrer l'Ukraine à l'OTAN. Pour les analystes occidentaux, les visées « impériales » du Kremlin, l'hubris de Vladimir Poutine, le soutien inconditionnel du Patriarcat de Moscou à l'opération spéciale face à la décadence morale et religieuse des valeurs occidentales, la volonté américaine de réduire la Russie, malgré sa puissance militaire nucléaire, à une puissance de seconde zone et la volonté du Kremlin de conserver des liens étroits avec l'Ukraine sous son contrôle, constituent autant de raisons pour engager une « opération spéciale », qui devait être efficace suffisamment rapidement pour rendre définitive la nouvelle situation stratégique. Depuis la fin de la Guerre froide, Washington a toujours cherché à empêcher la Russie de reconstituer un bloc militaire, notamment en intégrant d'anciennes démocraties populaires et les États Baltes au sein de l'OTAN. De manière constante depuis 2008, Vladimir Poutine va clairement manifester son désaccord avec cette stratégie qui n'a pour objectif que de s'opposer à une Russie isolée et perçue comme « l'ennemi numéro 1 ». Pour le Kremlin, l'Ukraine constitue une « ceinture sécuritaire » essentielle à sa propre sécurité. La demande d'intégration de l'Ukraine à l'OTAN est alors clairement perçue comme un acte de conflit sécuritaire majeur et, dans ce contexte, la guerre devenait inévitable.

Le coût de la guerre, notamment humain, est considérable. Pour Jacques Sapir<sup>30</sup>, fin 2023, il y aurait eu au moins 300 000 personnes mutilées et 250 à 270 000 morts ukrainiens. Pour la Russie, les chiffres ne sont pas vraiment disponibles, mais les ONG font état de 60 000 décès et 170 000 personnes blessées. Ces estimations restent hypothétiques.

La guerre a des effets pervers, mais aussi des effets « boomerang », inattendus. D'abord, l'action de la Russie n'a pas été condamnée par de nombreux pays du Sud qui, de manière au moins implicite, continuent à échanger avec la Russie et prennent une position que n'aurait pas rejeté en son temps Ponce Pilate. Ensuite, malgré les sanctions économiques des pays occidentaux, la Russie se découvre une nouvelle résilience économique et sociale et se montre capable de « contourner » les sanctions. Enfin, avec la Chine, l'Inde ou les autres membres des BRICS, les États posent la question du refus de l'influence occidentale et de l'hégémonie américaine. En fait, la guerre ne conduit pas à l'isolement de la Russie, car tous les États qui souhaitent la mise en place d'un Nouvel ordre économique international, depuis longtemps évoqué et toujours ajourné, trouvent dans ce conflit le moyen de se réunir et de ne plus répondre à la doxa et au droit international définis par le Club de l'OCDE. L'ouverture des BRICS à dix pays supposés émergents comme l'Égypte, l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis ou l'Éthiopie (l'Argentine ayant refusé le siège) témoignent de ce basculement, quand on peut y déceler des « *rogue states* » (Russie, Iran) et des partenaires historiques des États-Unis comme les pays pétroliers du Golfe.

Les BRICS s'organisent et se développent, en contestant de plus en plus ouvertement l'hégémonie américaine et même occidentale, en créant des mécanismes qui leur sont propres. Ainsi, la fameuse « bombe nucléaire » de Swift n'a pas eu la force qu'imaginaient les Occidentaux, car cette opération a conduit les pays éventuellement concernés à trouver d'autres solutions qui se sont avérées suffisamment acceptables par toutes les Parties. L'isolement voulu par les puissances occidentales de la Russie n'est pas réel et il le devient de moins en moins. Au départ, les flux commerciaux ont été modifiés, sous contrainte, ce qui a provoqué d'importantes difficultés au bon fonctionnement de l'économie russe. Cependant, les États européens eux-mêmes ont été concernés par cette rupture d'échange, au point de

---

<sup>30</sup> Sapir, J. (2024), Préface du livre de Jean Géronimo, *Poutine, au cœur du piège ukrainien*, Sigest, p. 24.

n'avoir pas beaucoup bénéficié du potentiel de croissance mondial disponible depuis 2022. L'Allemagne subit une crise industrielle notable, alors que la France s'est fortement endettée, créant une situation présente et future de faiblesse économique et politique. Les États-Unis sont les grands bénéficiaires de cette situation. Grâce à l'IRA (Inflation Reduction Act of 2022), Washington renoue avec le protectionnisme et même le mercantilisme. Sa production énergétique s'est accrue et elle bénéficie aujourd'hui d'un taux de croissance largement supérieur à celui de l'Europe.

Le monde occidental vit dans l'entre-soi, convaincu de sa supériorité civilisationnelle et de sa puissance économique comparée. Or, si le PIB constitue une référence habituelle pour mesurer la valeur ajoutée créée en une année, il est doublement trompeur. D'abord, le concept lui-même est contestable puisqu'il n'intègre pas la destruction ou la pollution et les valeurs d'avenir, comme la lutte contre le réchauffement climatique<sup>31</sup>. Ensuite, Jacques Sapir<sup>32</sup> souligne qu'en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) les capacités économiques de la Russie sont bien supérieures à celles annoncées par la lecture rapide des chiffres disponibles. De même, l'importance des BRICS selon les mêmes critères d'évaluation se rapprochent considérablement de celles des pays dits développés. Cependant, l'analyse elle-même par les parités de pouvoir d'achat dépend aussi des hypothèses engagées et des choix comparables de production. Les chiffres économiques donnent une information intéressante qui peut être contestée par la prise en compte du patrimoine immobilier, financier, de ressources naturelles, mais aussi des valeurs de solidarité d'un pays, du niveau des inégalités sociales, de la participation à l'orientation de la vie collective et de la prise en compte d'éléments aussi essentiels pour l'avenir que la lutte contre le réchauffement climatique ou les alliances pacifiques des États du monde.

Aujourd'hui, le conflit s'est installé, il ouvre de nouvelles stratégies comme l'intervention de l'Ukraine sur le sol russe. Il s'agit sans doute d'une action militaire destinée à rendre plus forte la position ukrainienne dans d'éventuelles négociations de paix. Certes, le 5 juillet 2024, Jens Stoltenberg a considéré que l'Ukraine se rapprochait de l'OTAN, mais certainement pas en temps de guerre et à condition qu'elle s'engage vers de nouvelles réformes démocratiques et qu'elle participe activement à la sécurité commune des Alliés. Il faudrait alors imaginer un traité militaire entre la Russie et l'OTAN pour la sécurité en Europe, à moins d'accepter encore les destructions par milliers de vies humaines et de destructions de toute sorte qu'impliquent les conflits armés. Il serait raisonnable de trouver un compromis qui donnerait sa chance au retour à la paix. Les négociations n'ont pas encore vraiment commencé. La perte des territoires aujourd'hui occupés par la Russie paraît quasi définitive, notamment parce que la population qui y est restée s'inscrit d'abord dans un avenir russe. La « neutralité » à la finlandaise est requise, avec une forme de démilitarisation, notamment des armes lourdes, comme cela avait été le cas avec l'arme nucléaire au moment de l'éclatement de l'URSS.

Dans un monde où la démocratie est encore considérée comme le « moins pire » des systèmes, les cercles dirigeants publics et privés développent des stratégies militaires, économiques et écologiques qui semblent mettre en danger l'humanité. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les économistes libéraux, dans leur naïveté, avaient d'abord considéré la paix comme le résultat principal à la fois d'une bonne compréhension des facteurs économiques et de l'application des comportements rationnels, situation qui n'avait pourtant pas empêché les armes de tonner pendant les deux guerres mondiales. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, après l'effondrement de l'Union soviétique et la victoire des mécanismes de marché généralisés, la paix était supposée être la résultante du processus de globalisation économique. Cependant, les

---

<sup>31</sup> Guilhaudis, J.F., Fontanel, J. (2019), « Les effets "pervers" de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales », *Annuaire Français des Relations Internationales* 20.

<sup>32</sup> Sapir, J. (2024), *op. cit.*, p. 26.

crises économiques, politiques et militaires n'ont jamais cessé, et depuis une décennie elles deviennent non seulement récurrentes mais installées dans toutes les stratégies nationales ou des alliances militaires des États. Le simple nom des gouvernants inquiète les adversaires, comme si aujourd'hui, en l'absence d'une rationalité des gouvernants, l'insoutenable « légèreté de l'être vivant » était devenu la norme face aux aléas des décisions des autocrates et de la volonté de puissance des ploutocrates<sup>33</sup>. L'idée du bien-être collectif a disparu derrière la recherche de la puissance des hommes politiques au pouvoir et l'avidité insatiable des actionnaires, des milliardaires et des fonds de pension qui provoquent à la fois les menaces et les guerres armées, l'accroissement des inégalités économiques et sociales et la permanence de la pauvreté et de la précarité dans un monde qui érode durablement les écosystèmes et s'engage sur la route d'un mortifère réchauffement climatique.

Le vrai niveau de développement d'un pays dépend aussi de sa culture, de sa capacité à s'éloigner des gaspillages et de sa volonté de valoriser l'être à l'avoir. L'homme n'est pas fait que pour produire, consommer, il lui faut aussi s'enrichir de valeurs immatérielles et non marchandes, dans un cadre accompli de solidarité collective, de tolérance, de singularité et d'équité.

## Bibliographie

Brunat, E. et Fontanel, J. (2014). « La Russie et sa sécurité : la renaissance d'une grande puissance », *6<sup>e</sup> Festival de géopolitique : Eurasie l'avenir de l'Europe*. Avril, hal-01939438.

Brunat, E. et Fontanel, J. (2018). « La Russie de retour comme puissance militaire », *Annuaire Français des Relations Internationales* 19.

Brunat, E. et Fontanel, J. (2021). « La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire », *Marché et Organisations* 59-77.

Brunat, E. et Fontanel, J. (2023). *When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation*. International. Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact, January, Binghamton, New York, United States, hal-03999929.

Brzezinski, Z. (1997). *Le grand échiquier*, Paris, Pluriel.

Brzezinski, Z. (2023). *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Poche.

Chotiner, I. (2022). « Why John Mearsheimer blames the U.S. for the crisis in Ukraine », *The New Yorker*, 13 mars.

Delesse, C. (2016). *NSA, National Security Agency*, Paris, Taillandier.

Fontanel, J., Borissova, I. et Ward, M. (1995). « The principles of arms conversion in the case of Russia », *Defence and Peace Economics* 6(3).

Fontanel, J. et Hébert J.P. (1997). « The end of the "French grandeur policy" », *Defence and Peace Economics* 8(1).

Fontanel, J. et Gaidar, I. (1998). *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. (2013). « Le paradoxe de la politique commerciale des États-Unis au regard de l'entrée de la Russie dans l'OMC », *Questions internationales*, La Documentation française.

Fontanel, J. (2014). « La stratégie de la Russie en Ukraine et les leçons de Sun Tzu », *Fondements de la géoéconomie*, Grenoble École de Management, hal-02897519.

---

<sup>33</sup> Fontanel, J. (2024), *L'insoutenable « légèreté » de l'être contemporain face au syndrome d'hubris des hommes et des cercles de pouvoir*. Association Economistes contre la Course aux Armements, hal-04510884.

Fontanel, J. (2019). « Différends, conflits et guerres économiques », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*.

Fontanel, J. (2024). *L'insoutenable « légèreté » de l'être contemporain face au syndrome d'hubris des hommes et des cercles de pouvoir*, Association Economistes contre la Course aux Armements, hal-04510884.

Fontanel, J. (2024). « L'échec sécuritaire de la globalisation économique Les illusions de la fin de l'histoire et de la prospérité généralisée », *Paix et sécurité européenne et internationale* 20, hal-04453846.

Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.

Geronimo, J. (2024). *Poutine, au cœur du piège ukrainien*, Sigest, Alfortville.

Gloagen, C. (2003). « Le complexe militaro-industriel russe », *Le Courrier des pays de l'Est* 1032.

Guilhaudis, J.-F. (2017). *Relations internationales contemporaines*, Paris, LexisNexis.

Guilhaudis, J.F. et Fontanel, J. (2019). « Les effets "pervers" de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales », *Annuaire Français des Relations Internationales* 20.

Guilhaudis, J.F. (2021). « Conflits et Sécurité internationale 2021 », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*.

Guilhaudis, J.-F. (2023). « Conflits et sécurité internationale, 2023 », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale* 20.

Hartley, K. (2013). « Economics and the End of Conflict ? », in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, Paris, L'Harmattan.

Mongrenier, J.-S. (2015). *Le réarmement de la Russie et l'attitude de l'OTAN*, Institut Thomas More.

Paris, H. (2011). « Les raisons profondes du réarmement russe », *Revue Défense Nationale* 743.

Sapir, J. (2022). « Pour sortir de la guerre, il faut une Ukraine indépendante et neutre », *Marianne*, 28 février 2022.

Sapir, J. (2024). Préface du livre de Jean Geronimo, *Poutine, au cœur du piège ukrainien*, Sigest, Alfortville.